



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 14 octobre 2022

Réquisition dans les raffineries, salaires, retraites : SUD éducation appelle les personnels à la grève le 18 octobre !

6 des 7 raffineries du territoire sont en grève ce qui conduit à une pénurie de carburant. SUD éducation dénonce la responsabilité du gouvernement et de TotalEnergies et Esso Exxonmobile dans les difficultés d'approvisionnement en carburant des personnels. Les salarié-es de ces entreprises, aux profits historiques en 2021, revendiquent des augmentations de salaire dans ces entreprises. Il y a bien un refus idéologique du patronat d'augmenter les salaires et une peur des conséquences qu'aurait une victoire des grévistes sur les autres travailleurs et travailleuses du public et du privé pour qui de vraies augmentations de salaire deviendraient possibles.

Gagnons de véritables augmentations de salaire !

Dans notre secteur professionnel, l'augmentation de 3,5% du point d'indice est insuffisante : elle ne rattrape pas le gel des salaires depuis 2010, elle est déjà dévorée par l'inflation.

La revalorisation des salaires qui doit intervenir en 2023 est très insuffisante et en-deçà des promesses de Macron. De plus en plus de personnels ont des difficultés à se loger, à se chauffer, à se nourrir et à se déplacer. Ce gouvernement méprise les personnels de l'Éducation nationale et des universités.

Le gouvernement foule aux pieds le droit syndical !

Le gouvernement a annoncé le mardi 11 octobre la réquisition des salarié-es des raffineries. C'est une atteinte inacceptable au droit de grève qui est pourtant un droit constitutionnel. Cette décision porte atteinte aux droits de tou-tes les travailleurs et travailleuses. Ce gouvernement est prêt à tout pour casser le syndicalisme,

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



pourtant les syndicats sont les derniers remparts pour protéger les agent·es publics et les salarié·es.

C'est ce qui a conduit la CGT et l'Union syndicale Solidaires à appeler à la grève le mardi 18 octobre : pour nos salaires et pour la défense du droit de grève. L'heure est à la mobilisation générale.

Crise sociale, crise environnementale !

Enfin, les difficultés d'approvisionnement interviennent dans un contexte de crise environnementale dans laquelle nous savons qu'il est urgent de développer les transports en commun. La dépendance à la voiture dans nos déplacements n'est pas viable et le manque de transports en commun met les personnels en difficultés aujourd'hui en raison des difficultés d'approvisionnement mais plus globalement en raison des dégâts de la production et de la consommation de carburant pour la planète.

L'Éducation nationale et les universités doivent prendre leur part de la transformation écologique et sociale en permettant aux personnels de travailler le plus près possible de leur domicile.

SUD éducation dénonce cette atteinte inacceptable au droit de grève et appelle tous les personnels à se réunir en assemblée générale et à se mettre en grève massivement le mardi 18 octobre.

Pour SUD éducation, il est temps de reprendre le chemin des mobilisations sociales pour inverser la vapeur, pour des augmentations de salaires et faire barrage au projet de réforme des retraites !

Construisons un grand mouvement de grève interprofessionnelle, au-delà des raffineries, tou·tes mobilisé·es pour nos salaires et nos retraites !